

manipulation de nos enfants. NON à l'école de la revendication.

Aidez-moi à protéger nos élèves, afin que, au moins dans les écoles primaires, on les laisse apprendre à lire et à écrire sans leur bourrer le crâne.

En vous remerciant d'avance de votre participation,

Bien amicalement,



Isabelle Hannart,
Secrétaire générale

P.-S. : en violation de leur devoir de réserve, des éducateurs et des instituteurs de Grasse expérimentent discrètement l'enseignement des méthodes de revendication sur les enfants des écoles primaires.

J'espère fortement que vous n'allez pas les laisser faire, et que vous allez faire appel à leur hiérarchie en envoyant immédiatement vos cartes postales.

Nos écoles primaires sont déjà une honte pour notre pays, avec un taux dramatique de 25 % d'enfants illettrés à la fin du CM2. N'en faisons pas en plus des lieux d'embrigadement insidieux de notre jeunesse.

HALTE À L'EMBRIGADEMENT DE NOS ENFANTS DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES !

Le 13 avril 2006

Cher ami,

Les enfants des écoles primaires de la ville de Grasse (Alpes Maritimes) font de bien curieuses activités.

Sous la direction d'un petit groupe « d'animateurs culturels », ils doivent « travailler sur le thème de la revendication. »

Ces animateurs ont créé un syndicat fictif, le « Syndicat de Revendication de l'Enfant », dans lequel ils ont déjà enrôlé plus de 1000 enfants de moins de 10 ans, selon le quotidien Nice-Matin (22/03/2006).

Chaque enfant doit « se dessiner portant une pancarte avec un slogan » et reçoit une carte du syndicat à son nom.

Les organisateurs ont prévu de faire manifester tous ces enfants avec des banderoles et des slogans à l'école Saint-Jacques de Grasse.

SOS Éducation a réagi immédiatement dès qu'elle a su ce qui se passait.

Nos relais locaux ont constitué un comité de résistance pour protester avec la plus grande énergie. Leur message est clair : ils n'admettent pas « qu'on profite de l'innocence de nos enfants pour les manipuler sournoisement et les endoctriner. »

Nous avons obtenu le soutien des députés locaux Michèle Tabarot, Jérôme Rivière et Lionel Luca.

Nous avons alerté les médias. France 3 et Canal + en ont parlé aux informations. Le Figaro a relayé la nouvelle. Et

Nice-Matin a consacré de nombreux articles à notre mobilisation.

Nous avons déjà déclenché une première réaction du maire de Grasse et de l'inspecteur d'Académie Bernard Maccario, qui se sont tous deux inquiétés officiellement de ces dérives ...

Mais vous savez bien que, si on ne mène pas une campagne de pression pour annuler le programme et prendre des sanctions exemplaires contre les organisateurs, les choses vont en rester là.

Pour l'instant, les organisateurs affirment vouloir maintenir le projet.

Tout dépend donc de la pression que vous allez exercer en envoyant vos cartes postales au maire de la ville, à l'inspecteur d'Académie et au recteur.

Ce sont eux qui ont le pouvoir de suspendre les autorisations et les financements de cette opération.

Il faut donc qu'ils voient affluer des dizaines de milliers de cartes postales de protestation.

Il n'y a que nous, les membres de SOS Éducation, qui soyons organisés pour déclencher une telle avalanche de cartes postales en quelques jours.

Votre action est très importante pour obliger la hiérarchie de l'Éducation nationale à intervenir.

Car ce qui se passe dans les écoles de Grasse doit être explicitement condamné, afin que des initiatives de ce genre ne puissent pas se reproduire.

Comme par hasard, des éducateurs choisissent d'apprendre aux tout-petits à organiser des manifestations au moment où les vraies manifestations d'étudiants et de lycéens sont en train de dégénérer.

Ont-ils aussi prévu de leur faire jeter des pavés en mousse ?

Donneront-ils bientôt comme exemple à nos enfants les manifestants qui ont saccagé des salles de la Sorbonne, démoli des ordinateurs et brûlé des livres précieux lors de « l'occupation » de l'école des Chartes ?

Les enfants des écoles primaires de Grasse n'en sont pas

encore là, et heureusement. Mais n'est-il pas profondément dérangeant qu'on fasse revendiquer dans nos écoles des enfants aussi jeunes et aussi influençables ?

Surtout quand on voit, aujourd'hui, des hordes de jeunes décervelés servir de chair à canon aux patrons des syndicats d'enseignants.

Car ce sont eux qui tirent les ficelles des pseudo-syndicats de lycéens et autres « syndicats d'étudiants », qui organisent officiellement la contestation.

Ils fournissent camions, sonos, bus, banderoles et mégaphones lors des défilés.

Ils font appel aux délégués syndicaux dans les écoles pour mettre les élèves dans la rue et garantir le succès des manifestations.

Et maintenant, ils ont des relais dans les écoles primaires qui essayent d'embrigader en douce de jeunes enfants.

C'est scandaleux, nous ne devons pas les laisser franchir cette nouvelle étape.

C'est pour ça que j'ai besoin de vous aujourd'hui.

Avec votre soutien, nous pouvons chasser des écoles primaires les éducateurs qui apprennent aux enfants à organiser des manifestations.

S'il vous plaît, envoyez vos cartes postales pour interrompre sur-le-champ l'expérience du « Syndicat de Revendication de l'Enfant » de Grasse.

Vous avez déjà montré de quoi vous étiez capable en vous mobilisant aux côtés de SOS Éducation.

Dans l'affaire des sujets politisés du Bac 2005, vous avez obtenu par vos cartes postales que deux recteurs d'académie soient sanctionnés.

Cette fois-ci, les responsables sont des éducateurs, des instituteurs et des directeurs d'école.

Si nous sommes des dizaines de milliers de personnes à envoyer nos cartes à leur hiérarchie, nous pouvons obtenir l'arrêt immédiat de cette opération d'embrigadement.

Alors, merci de soutenir SOS Éducation pour dire NON à la